

Si ce message ne s'affiche pas correctement, vous pouvez le retrouver en format PDF en PJ



SNUDI FO 13

Syndicat National Unifié des Directeurs,
Instituteurs, professeur des écoles, psyEN
et AESH du 1er degré

des Bouches du Rhône

FORCE OUVRIERE



30 juin 2023

Expérimentation Macron à Marseille
Bilan et perspectives après ces 2 années

Compte rendu du groupe de travail académique

LES "GROS MOTS" DE MARSEILLE EN BON FRANÇAIS



En marge du déplacement du président Macron à Marseille, un groupe de travail a été convoqué au rectorat le vendredi 23 juin, afin de faire un point d'étape sur le plan "Marseille en Grand" dans l'Education : "écoles innovantes" du 1er degré, microstructures dans le 2ndaire et la généralisation de l'expérimentation dans le cadre du "Conseil National de la Refondation / Notre Ecole, Faisons-là Ensemble".

Cela fait déjà 2 ans que la FNEC FP FO réclamait la tenue de cette réunion afin d'obtenir tous les renseignements pratiques concernant la mise en place et la répartition des moyens notamment. Il a donc fallu attendre le retour de Macron à Marseille pour obtenir quelques informations...

Qu'avons-nous appris ?

De 59 écoles "innovantes" en 2021-2022, nous sommes passés à 75 en 2022-2023 puis 82 pour la prochaine rentrée ! Cela représenterait désormais 16% des écoles marseillaises, 14.400 élèves et 950 enseignants, répartis sur 15 circonscriptions.

L'Administration refuse toujours de nous donner la liste officielle et complète de ces écoles "innovantes" ! Elle prétend qu'aucune pression ne s'est exercée pour rentrer dans l'expérimentation et qu'aucun projet proposé par les équipes n'a été écarté.

Nous découvrons finalement que le groupe scolaire de la Timone (5ème arrondissement) a rapidement quitté l'expérimentation, puisque le projet mené sur le bâti et la structure de l'école n'a pas pu aboutir. Nous apprenons que le groupe scolaire St André de la Castellane (école choisie par le président Macron pour sa visite mardi 27/06) souhaite se désengager dès la prochaine rentrée.

L'Administration confirme avoir attribué un certain nombre de moyens supplémentaires à ces écoles dans le cadre de l'expérimentation :

- une augmentation de 25% des décharges attribuées aux directeurs. Si la direction était déjà déchargée à 100%, une décharge supplémentaire de 25% est attribuée à un adjoint volontaire
- une indemnité spécifique pour les missions particulières (IMP) pour l'élaboration du projet, les commandes spécifiques...
- une allocation de formation (30h/adjoint) pour des formations choisies par les équipes et effectuées en plus des 18h réglementaires dans le cadre des 108h
- un accompagnement RH avec la programmation de visioconférences mensuelles entre les directeurs et le DASEN adjoint en charge du plan Marseille en Grand
- des moyens matériels et numériques de dernière génération (ENI, tableaux interactifs, tablettes, pédagogie Montessori...)
- des intervenants associatifs et langues...

Ce que le Recteur omet (volontairement) de dire...

- Des écoles et des équipes ont été fortement incitées pour rentrer dans l'expérimentation, d'autres se sont vues proposer des projets "clé en main" de la part de l'équipe de circonscription
- les décharges de direction supplémentaires représentent plus de 20 ETP de brigades, rattachées aux écoles concernées alors que toutes les écoles ont manqué cruellement de moyens de remplacement durant toute l'année scolaire...
- des contractuels ont également été recrutés spécifiquement dans ces écoles, accentuant d'autant l'inégalité de traitement

- plusieurs écoles, non concernées par les critères fixés au départ de l'expérimentation (rénovation du bâti, éducation prioritaire...), ont pu rentrer dans l'expérimentation et bénéficier de moyens importants
- Le budget de 2.5 millions attribué par l'Etat pour cette expérimentation a été ventilé de manière totalement opaque. Aucune comptabilité n'est disponible, aucune évaluation n'est possible ! Seule l'Administration sait comment cet argent a été distribué et qui a pu en profiter...
- Malgré la mise en place du profilage des postes dans ces écoles, il manque actuellement 33 postes dont 2 postes de directeurs dans 19 écoles expérimentales !

Et il y a la réalité du terrain...

- Les IMP n'ont pas pu être ventilées à tous les enseignants. Certains les ont touchés avec consigne de devoir rembourser de la main à la main les autres collègues, sachant que l'IMP n'est pas défiscalisé !
- Des équipes attendent toujours le paiement des HSE pour des formations suivies, on leur promet un versement hypothétique sur la paie d'octobre 2023...
- des directeurs ont obtenu des cartes de crédit prépayées avec une somme de 1800 euros, à dépenser comme ils le pouvaient dans un temps limité !
- ce sont en majorité des jeunes collègues (T1 à T3) qui ont répondu aux postes à exigences particulières (PEP) pour postuler dans ces écoles, contournant ainsi le barème du mouvement !
- dans une école, 8 enseignants sur 13 ont quitté le navire en participant au mouvement... ils vont être remplacés par 7 T1 !
- des équipes sont à bout de forces face à l'explosion du nombre d'heures de concertation, de réunions, de bilans...
- la nécessité de passer par un catalogue spécialisé (UGAP) impose des prix exorbitants avec le sentiment d'un gâchis de l'argent public
- des projets ont été retoqués ou ajournés, faute de crédits ou de partenariats disponibles,
- des agréments avec des associations pour des intervenants langue, artistiques ou sportifs n'ont pas été acceptés,
- des projets qui impliquaient à l'origine une rénovation du bâti ont été annulés et les équipes priées de revoir leur copie avec un projet totalement différent...

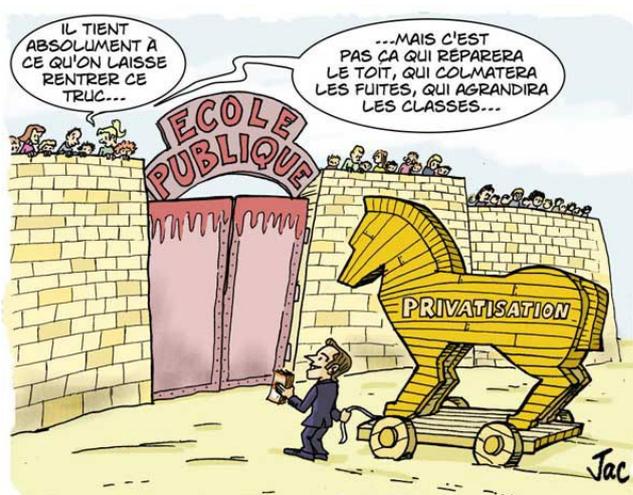
Vers une généralisation...

Le rectorat confirme que l'expérimentation marseillaise est amenée à se généraliser dès la rentrée prochaine avec le dispositif "Notre Ecole Faisons-là Ensemble". Toutes les écoles, tous les établissements peuvent déposer leur projet dans une application numérique avec ou sans demande de financement. **Les écoles sont incitées à profiter du renouvellement de leur projet d'école, en lien avec les évaluations d'écoles, pour présenter un projet "innovant" et intégrer ainsi le dispositif NEFLE.**

Actuellement, au niveau académique, 243 projets sont en cours de rédaction sur la plateforme, 125 ont déjà été validés...

Les représentants FO ont questionné sur l'équité des moyens attribués à toutes les écoles candidates. Pour preuve, le témoignage d'une école expérimentale qui cette année a constaté la réduction de ses moyens de moitié, au prétexte de l'extension des aides à un nombre d'écoles plus important à financer...

Avec "Marseille en Grand" et NEFLE, les moyens alloués ne seront plus aussi important !



**Le SNUDI FO
alerte
l'ensemble
des collègues**

"Marseille en Grand" et "NEFLE" sont des dispositifs, au même titre que le PACTE, les évaluations d'écoles, la loi Rilhac, l'Acte 2 de l'Ecole inclusive, la réforme de la voie professionnelle..., qui ne visent à terme qu'à détruire le cadre national de l'Ecole républicaine et l'ensemble de nos statuts. **C'est la dérèglementation, la dénationalisation et la territorialisation de l'Ecole !**

Le SNUDI FO refuse la mise en place d'un chantage à l'attribution de dizaines de milliers d'euros, à condition de mettre en place des projets, d'accepter l'ingérence des élus locaux et de renoncer à l'égalité des droits des élèves quel que soit leur quartier d'habitation.

Le SNUDI FO revendique que le budget alloué à "Marseille en Grand" soit réparti équitablement à l'ensemble des écoles marseillaises. De l'argent pour toutes les écoles, pour tous les élèves !

Aujourd'hui cette égalité est garantie par des enseignants protégés par leur statut de fonctionnaire d'Etat. C'est justement ce que Macron veut remettre en cause avec son « Pacte », dont il n'a eu de cesse de faire la promotion lors de son déplacement à Marseille.

[Lire le communiqué national : "Derrière la com' de Macron à Marseille, toujours plus de chaos et de dérèglementation"](#)

Plus que jamais aujourd'hui, FO revendique l'abandon de cette expérimentation, à Marseille comme ailleurs et sa généralisation à travers le CNR "Notre Ecole Faisons-là Ensemble" et les projets "innovants".

Nous continuerons à soutenir les collègues qui, en grande majorité, refusent la privatisation de leurs écoles, avec le profilage des postes et des directeurs transformés en chefs d'entreprise qui participent au recrutement de leurs adjoints.

Concernant les autres annonces présidentielles (réduction des congés d'été, scolarisation des moins de 2 ans, ouverture des collèges jusqu'à 18h...)

[Lire le communiqué national : "Dérèglementation, autonomie, réduction des congés d'été...Inacceptable !](#)



**Communiqué de l'Assemblée Générale
extraordinaire du SNUDI FO 13
du 27 juin 2023**

Expérimentation Macron à Marseille

Réunis en assemblée générale extraordinaire, au moment où le président Macron est de nouveau en visite à Marseille, nous réaffirmons l'exigence de l'abandon pur et simple de l'expérimentation Macron dans les écoles de Marseille et de sa généralisation à travers le CNR/ « Notre Ecole Faisons-la Ensemble ».

Nous refusons la territorialisation de l'Ecole, le profilage des postes qui en découle et la possibilité pour les directeurs d'école de participer au recrutement de leurs adjoints.

Nous refusons le chantage aux moyens financiers, la déréglementation de l'Ecole et la casse de notre statut.

Alors qu'aucun poste supplémentaire n'est attribué au département pour la prochaine rentrée, nous revendiquons au contraire que toutes les écoles bénéficient des moyens humains et matériels pour diminuer le nombre d'élèves par classe, assurer les remplacements, des RASED complets, des AESH (au moment où le gouvernement veut les fusionner avec les AED, prélude à leur disparition), d'infirmières et de médecins scolaires, d'ATSEM...

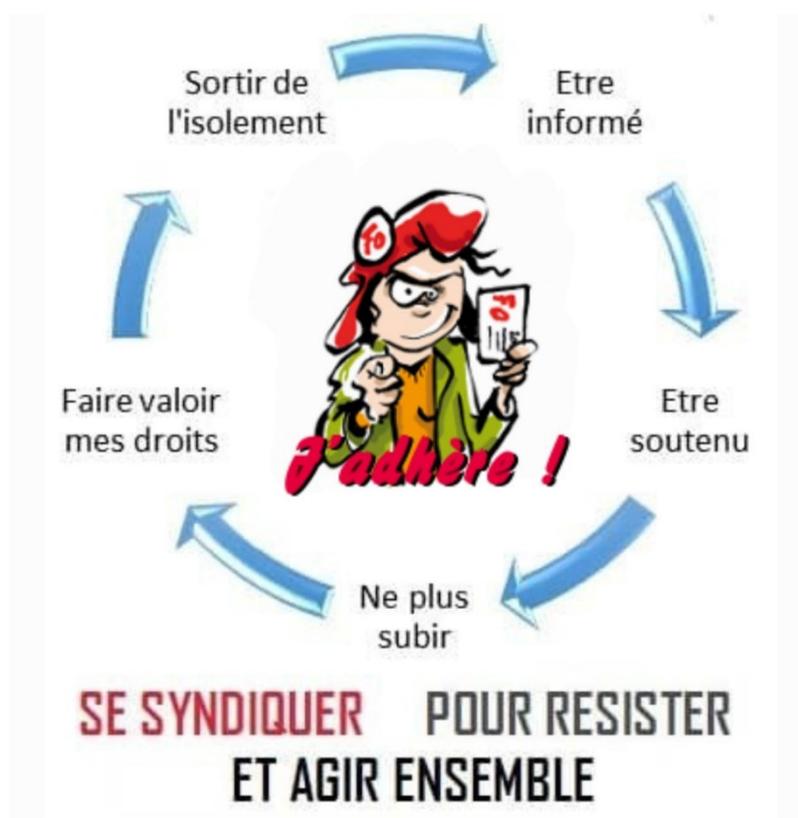
Nous décidons de nous adresser aux syndicats enseignants du premier degré des Bouches du Rhône pour leur proposer d'adopter un communiqué commun sur cette base.

Adopté à l'unanimité.

**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs, des Professeurs des Ecoles, des AESH et des psyEN de
l'Enseignement public du 1^{er} degré**

Vieille Bourse du Travail 1 place Léon Jouhaux CS 20540 13232 MARSEILLE CEDEX 01
04.91.00.34.22 07.62.54.13.13 contact@snudifo13.org www.snudifo13.org

ABANDON DU PROJET D'EXPERIMENTATION MACRON NI A MARSEILLE, NI AILLEURS



Plus que jamais, nous vous appelons à se regrouper pour s'informer, se défendre, s'organiser. Plus nous serons nombreux, plus nous aurons de forces pour défendre nos droits individuels et collectifs face à cette entreprise de destruction de l'Ecole de la République.

**Le syndicat ne peut pas le faire sans la solidarité de ses adhérents
Sans syndiqués, pas de syndicat ! Sans syndicat, plus de droits !**

[Téléchargez le bulletin 2023](#)

***Pour les nouveaux adhérents 2023, vous ne payez qu'une
demi-carte (6 mois jusqu'en décembre 2023).***

***Vous recevrez un reçu fiscal en janvier 2024 pour déduire
66% de la somme de vos impôts.***



Vieille Bourse du travail

Place Léon Jouhaux

CS 20540 13232 Marseille Cedex 01

Tél : 04.91.00.34.22 / 07.62.54.13.13

email : contact@snudifo13.org

